

Convention de collaboration pour la mise en œuvre d'une expérimentation en matière d'évaluation des formations d'ingénieurs diplômés
--

Entre :

le Bureau National des Élèves Ingénieurs,

ci-après dénommé le BNEI,

Association régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la préfecture de police de Paris le 28 mars 2003 sous le numéro 20030019, dont le siège est situé à Conseil National des Ingénieurs et Scientifiques de France (CNISF), 7, rue de Lamennais, 75008 Paris.

Organisation nationale représentative selon la loi du 10 juillet 1989 et selon l'article L811-3 du code de l'éducation,

Représenté au CNESER et au CNOUS,

Membre de PDE (Promotion et Défense des Étudiants), EYE (European Young Engineers) et de l'ESU (European Students' Union - ex ESIB),

représenté par sa Présidente, Mademoiselle Pascale Ollivier,

d'une part,

et

la Commission des Titres d'Ingénieurs,

ci-après dénommée la CTI,

Commission instituée par la loi du 10 juillet 1934 relative aux conditions de délivrance et à l'usage du titre d'ingénieur diplômé, dont le siège est 38 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine,

Membre de ENAEE (European Network for Accreditation of Engineering Education) et de ENQA (European Network for Quality Assurance in Higher Education),

représentée par son Président, Monsieur le Professeur Bernard Remaud,

d'autre part,

ci-après collectivement dénommées les parties et individuellement la partie,

Vu le code de l'éducation et particulièrement ses articles L642-1 à L642-12 relatifs aux formations technologiques longues ;

Vu la loi du 10 juillet 1934 relative aux conditions de délivrance et à l'usage du titre d'ingénieur diplômé ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers et particulièrement son chapitre III ;

Vu le décret n° 85-685 du 5 juillet 1985 relatif à la composition et à l'organisation de la commission des titres d'ingénieur ;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1985 fixant la répartition des sièges attribués aux organisations d'employeurs et aux associations et organisations professionnelles d'ingénieurs au sein de la commission des titres d'ingénieur ;

Vu le processus de Bologne et les démarches qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et particulièrement le cadre européen de développement de la qualité dans les enseignements supérieurs des pays membres, issu de la conférence intergouvernementale de Bergen de mai 2005 ;

Considérant :

- que les références et les lignes directrices pour le développement de la qualité dans les enseignements supérieurs disposent explicitement, dans la partie 2 consacrée aux procédures d'assurance qualité externe à mettre en œuvre par agences d'accréditation, de la participation d'étudiants dans le processus d'accréditation ;
- que les références et les lignes directrices adoptées par les ministres, à Bergen, sont le résultat du travail de quatre associations : the European University Association (EUA), the European Association of Institutions in Higher Education (EURASHE), l'ESU/ESIB et l'ENQA ;
- que chacune des parties est membre d'une association, l'ESU/ESIB pour l'une et l'ENQA pour l'autre, qui a contribué à la définition du cadre européen de développement de la qualité dans les enseignements supérieurs adopté à Bergen ;
- que l'état actuel de la réglementation française ne permet pas de faire participer des étudiants à l'accréditation des formations technologiques longues et en particulier les formations d'ingénieurs qui est du ressort de la commission des titres d'ingénieur,

l'avis du Conseil d'Administration du BNEI et celui de l'Assemblée plénière de la CTI recueillis,
conviennent de ce qui suit:

Article 1 - objet

La présente convention a pour objet la mise en place de dispositions expérimentales permettant d'associer des étudiants, mandatés par le BNEI, aux processus d'inspection et d'évaluation des établissements de formation d'ingénieurs de la CTI.

Article 2 - limitation de la portée

Les dispositions expérimentales mises en place ne concernent pas le processus d'accréditation des établissements de formation d'ingénieurs qui reste du ressort exclusif de la CTI.

Article 3 - modalités pratiques

En accord avec le Bureau de la CTI, le Bureau du BNEI peut désigner un étudiant pour participer à la mission d'inspection et au processus d'évaluation d'une école d'ingénieur avec les mêmes droits et prérogatives que les membres de la CTI mandatés pour l'occasion. Comme eux, il disposera alors d'un ordre de mission lui permettant d'être indemnisé de son déplacement.

À l'issue de la mission, le représentant du BNEI, comme les membres de la CTI participant à la mission, devra faire état de ses remarques au rapporteur principal qui les intégrera dans le rapport qui sera présenté à la CTI siégeant en séance plénière.

Lors de la présentation de la mission en séance plénière de la CTI, le représentant étudiant pourra intervenir au même titre que les autres membres de la mission, néanmoins, dans l'état actuel de la réglementation, il ne lui sera pas possible de participer au vote correspondant au processus d'accréditation, à peine de nullité de la décision qui en ressortirait.

Article 4 - déontologie

Les participants du BNEI et de la CTI aux processus d'inspection et d'évaluation s'obligent à respecter entre eux et vis-à-vis des tiers des règles de déontologie et de confidentialité explicites et cohérentes, validées par leurs instances.

Article 5 - durée

De la durée de la convention est fixée à un an à partir de la date de sa signature. Elle peut être prolongée d'une durée égale par tacite reconduction.

Article 6 - information

La présente convention est portée à la connaissance des services de tutelle ministériels des différentes écoles d'ingénieurs.

Article 7 - dénonciation

La présente convention est dénoncée :

- par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie ;
- si un des services de tutelle ministériels des écoles d'ingénieur émet un avis défavorable à son exécution ;
- si l'évolution des dispositifs législatifs et réglementaires invalide son objet.

En cas de dénonciation, la convention cesse ses effets lorsque les actions en cours sont achevées.

Article 8 - litiges

Le tribunal compétent pour le siège de la CTI est compétent en cas de litige entre les parties.

Fait à Douai, en deux exemplaires originaux, le 3 février 2009

(Bon pour accord)
Pascale Ollivier
Présidente du BNEI

(Bon pour accord)
Bernard Remaud
Président de la CTI